

que le chef de l'opposition a été très familier avec le problème du chômage dans les Maritimes au cours de ces années. En 1958, le taux du chômage était de 12.3 p. 100; en 1959, de 10.9 p. 100; en 1960, de 10.5 p. 100; en 1961, de 11.2 p. 100; en 1962, de 10.7 p. 100. A l'accession au pouvoir du parti libéral, dirigé par M. Pearson, nous avons diminué le chômage à 9.5 p. 100 en 1963; à 7.8 p. 100 en 1964; à 7.4 p. 100 en 1965; à 6.4 p. 100 en 1966; et à 6.6 p. 100 en 1967. En 1968, le taux a augmenté d'un demi-point pour atteindre 7.3 p. 100. Permettez-moi de répéter qu'en 1968, le taux s'élevait à 7.3 p. 100 comparativement, par exemple, à 10.7 p. 100 à notre arrivée au pouvoir en 1962 et au sommet de 12.3 p. 100 en 1958. Je le répète, ces statistiques indiquent l'aptitude du parti libéral à surmonter le problème intolérable du chômage.

Personne ne se réjouit du chômage. Personne dans notre parti ne dit qu'un taux de chômage de 2, 3 ou 4 p. 100 est acceptable. Personne, que je sache, n'est aussi insensible. Cependant, si le chômage nous est imputé—et c'est de bonne lutte, car nous sommes dans une arène, comme il se doit—si nous sommes accusés de ne pas procurer suffisamment d'emplois, alors, selon le même raisonnement, il faudrait nous attribuer le mérite des emplois qui ont été créés. J'ai ici des statistiques spécifiques que les députés voudront sûrement méditer à loisir. En 1926, la population active s'élevait à 6,615,000. En 1968, elle atteignait 7,919,000, soit une augmentation totale de 1,304,000 personnes au Canada. Nous avons pu créer 1,312,000 emplois et réduire ainsi le taux du chômage de près de 50 p. 100 depuis 1962. Si l'on nous blâme de ne pas avoir créé suffisamment d'emplois, nous devrions être aussi félicités pour les 1,300,000 emplois que nous avons créés à l'intention de la population active toujours croissante du pays.

Comment ces emplois ont-ils été créés? L'opposition ou les néo-démocrates ont beau dire que c'est par accident, que ces emplois auraient surgi d'eux-mêmes, si l'on pousse cette théorie plus loin, on peut affirmer que la création des emplois échappe à notre contrôle, et il n'est plus possible alors de nous accuser de ne pas en pourvoir assez. C'est l'un ou l'autre et ce ne peut être les deux à la fois, n'en déplaise au Nouveau parti démocratique.

J'aimerais signaler, si j'en avais le temps, qu'entre 1963 et 1968, notre parti s'est évertué à créer de nouveaux emplois. Le cas du Canada est unique dans le monde occidental, à cause de son immensité, de sa géographie et à cause des problèmes qui se posent dans la région de l'Atlantique et dans l'Ouest. Le fait

est que nous sommes sous-peuplés, que nous ne produisons pas de marché national et que nous devons livrer une concurrence de plus en plus serrée à l'exportation, malgré les difficultés incroyables de transport qui se posent dans un pays si vaste.

Nous avons constitué le Conseil économique, et tous les députés s'en réclament comme de la Bible. La plupart des discours de ce débat s'en sont probablement inspirés ou y puiseront. C'est grâce à la sagacité de l'ancien premier ministre, M. Pearson, qui a établi le Conseil et qui a nommé des gens responsables pour le constituer, qu'il a pu démarrer. Nous avons pu alors mettre sur pied le ministère de l'Industrie et du Commerce qui a manifesté assez de perspicacité pour conclure notamment l'Accord sur l'automobile qui, à son tour, a suscité la création de quelque 50,000 nouveaux emplois et Dieu sait combien d'autres par ricochet. Et pourtant, les membres du Nouveau parti démocratique et d'autres députés nous accusent de ne pas préparer l'avenir, de ne pas songer à nos lendemains. Nous avons affecté certaines sommes à l'Office d'expansion économique de la région atlantique, ce qui était une innovation; de fait, 100 millions de dollars de plus que les montants pourvus à ce moment-là. Nous avons accéléré le programme FODER, et nous avons donné à l'ARDA une nouvelle dimension et une nouvelle portée. Nous avons appliqué une idée des plus brillantes aux programmes régionaux. Toutes ces initiatives ont fait naître un million trois cents nouveaux emplois. Mais nous avons fait davantage. Nous avons analysé les raisons du chômage. C'est très important. J'ai quelques chiffres pouvant servir aux députés qui envisagent ce problème avec objectivité. Nous avons établi le ministère de la Main-d'œuvre et l'avons séparé du ministère du Travail pour une bonne raison: il paraissait très évident à ceux qui ont étudié le chômage chronique et ont compris les difficultés que posait au pays sa géographie, que, fautes de fonds, un nombre énorme d'ouvriers n'avaient pu s'instruire lors de la crise; cela a touché bien plus qu'on ne l'imagine les chômeurs âgés aujourd'hui de 50 à 55 ans. Ces gens n'avaient pu poursuivre leurs études à cette époque. Appelés sous les drapeaux pendant la guerre, ils sont maintenant victimes des incertitudes dues à l'évolution technologique et à l'insécurité des emplois qui disparaissent du jour au lendemain.

Ces gens n'ont pas la formation de base qui leur permettrait de s'adapter aux nouvelles industries qui émergent en raison de cette même évolution technologique. Nous rendant compte des besoins et des difficultés du pays,